

PRESENTATION

De

Madame la Princesse Esther KAMATARI

THEME :

**COMBATTRE LA PAUVRETE
POUR LA DIGNITE HUMAINE ET LA STABILITE SOCIALE.**

19 EME SESSION DU FORUM CRANS MONTANA.

EXCELLENCES,

MESDAMES, MESSIEURS.

1. Encore une fois, j'ai l'honneur de me retrouver devant vous pour échanger sur une autre thématique préoccupante ces derniers temps, de part ses multiples facettes qui constituent pour la plupart des défis de sécurité humaine auxquels la communauté internationale, les pays développés et moins développés doivent faire face afin de réduire le fardeau de la misère qui ne cesse de s'accroître sur les peuples des pays pauvres.
2. Le thème « *Combattre la pauvreté pour une dignité humaine et la stabilité sociale* » constitue l'idéal sur lequel devrait être basée la construction de nos nations à travers l'élaboration des politiques économiques et sociales viables qui impliqueraient tous les hommes, femmes et jeunes susceptibles de contribuer à avancer nos sociétés malgré nos différences de toute nature (civilisation, région, culture, etc.)

Nous devons donc capitaliser nos atouts et conjuguer nos efforts en vue de lutter contre la pauvreté dans le monde, dans nos pays et régions respectifs, dans nos communautés et familles. C'est en effet la source de la reconquête de la dignité de l'homme et d'une stabilité sociale comme nous aurons à le démontrer dans les propos qui vont suivre à travers ce qui se passe au Burundi, un pays pauvre de l'Afrique central que je connais bien non seulement parce que j'y suis née et y ai grandi, mais aussi pour avoir suivi avec un intérêt particulier le développement socio-économique et politique de ce pays depuis une quarantaine d'années.

EXCELLENCES,

MESDAMES, MESSIEURS.

3. Le Burundi est un pays que j'aime infiniment. Mon désir est de voir ce pays aujourd'hui classé parmi les 5 premiers plus pauvres du globe, puisse remonter d'échelon, renaître des cendres des crises qu'il a connu ces dernières années avec l'implication de tout citoyen burundais déterminé à tisser des liens de solidarité avec les autres, afin d'avancer sur le chemin où les droits élémentaires à la vie sont une réalité et non de simples slogans tels que nous avons l'habitude d'entendre ou de dire à l'occasion de grands forum internationaux.
4. En faisant le choix de présenter mon pays natal, ce n'est point le fruit du hasard. Il s'agit en effet d'un cas typique qui illustre les misères qu'endurent les populations des pays pauvres car la plupart se retrouvent dans des situations identiques.

Le Burundi est donc un pays ayant des frontières communes avec le Rwanda au nord, la Tanzanie au sud-est et la République Démocratique du Congo à l'ouest.

Sa superficie est de 27.384 kilomètre carré et la population est estimée aujourd'hui à 8.000.000 d'habitants, soit près de 300 habitants au Kilomètre carré.

La population est essentiellement agricole à environ 90%.

Elle vit aussi en dessous du seuil de pauvreté reconnu par les Nations Unies avec un revenu annuel de moins de 100 dollars américains par habitant. Ce qui veut dire que même les besoins humains les plus élémentaires comme manger, boire de l'eau potable, se soigner, éduquer les enfants sont difficiles d'accès pour la plupart des burundais, et cette situation perdure et s'aggrave d'année en année.

5. Pourquoi donc cette pourriture continuelle des conditions de vie de burundais alors qu'il y a plus de quatre décennies, le Burundi était connu comme pays du « lait et du miel », pour dire un pays paisible où la population avait à manger et à boire en suffisance, ce

qui était illustré par l'adage rundi «*Igihugu c'amata n'ubuki*» et «*Igihugu c'amahoro n'amahonda*» traduit littéralement en français comme « *Pays de lait et de miel* » et « *Pays de paix et de blé* ».

EXCELLENCES,

MESDAMES, MESSIEURS,

6. Depuis la chute du système politique monarchique en 1966 qui avait contribué à l'accession à l'indépendance nationale le premier juillet 1961, le pays a connu des périodes sombres de son histoire suite aux régimes politiques qui se sont succédés. Des tueries intercommunautaires entre hutu et tutsi ont eu lieu à plusieurs reprises (1969, 1971, 1972, 1987, 1993, etc.) en raison des systèmes politiques en place qui ne s'attaquaient pas aux véritables questions qui hantaient le pays en vue d'un développement global et non sectaire. Ils mettaient en avant des différences non essentielles telles que l'ethnie, la région, le clan, l'appartenance politique, etc.

C'est cette situation qui perdure toujours malgré qu'il y a eu, en 2005, des élections qualifiées de démocratiques et d'inclusives car basées sur une Constitution obtenue à l'issue des négociations entre les partenaires politiques et les mouvements rebelles armés.

7. Peut – on alors affirmer que les Burundais ne le voient pas ce qui se passe? Certes, il n'y a pas de la cécité dans les yeux des Burundais, ils savent discerner ce qui est à leur profit et ce qui ne l'est pas. Seulement aujourd'hui, ils acceptent de façon impuissante la paupérisation continue suite à un manque d'amour des dirigeants vis-à-vis du bas peuple. Un amour qui ne surgît que lors des campagnes électorales et disparaît arrivé au pouvoir.
8. Il est connu que pour lutter contre la pauvreté, les dirigeants doivent être avec le peuple et à son écoute, travailler pour le peuple, adopter des politiques de développement répondant aux besoins du peuple, et les mettre en œuvre dans l'intérêt du peuple.

Aujourd'hui, on semble vivre le contraire : la mauvaise gouvernance s'est généralisée à travers des cas de détournements et de corruption chronique, depuis la base jusqu'à la haute hiérarchie du pays (*ex. cas de l'avion présidentiel Falcon vendu à un coût dérisoire, le dossier Interpetrol, la construction de la route Bujumbura-Rutunga, etc.*).

La déconsidération en terme d'allocation budgétaire des secteurs clés qui devraient impulser le développement économique et social témoigne en suffisance du peu d'engouement des dirigeants pour s'attaquer aux problèmes de fond en vue de l'amélioration du bien être des populations.

Par exemple pour le budget 2008, le secteur agricole bénéficie de moins de 5% du budget alors que 90% de la population vit de ce secteur, tandis que le secteur de la santé ne bénéficie que de moins de 6% du budget national, etc.

9. Il est vrai que des actions louables ont été menées dans les domaines de l'éducation et de la santé à travers les projets de gratuite de la scolarisation des enfants au primaire et des soins des femmes en accouchement, qui ont débuté avec une détermination de zèle.

Néanmoins, ces secteurs base du développement durable doivent recueillir une attention particulière en terme de planification. Il ne suffit pas de réclamer des fonds des partenaires de fonds, encore faut-il assurer une planification visionnaire et élaborer des plans d'actions réalistes et réalisables. Il ne suffit donc pas de construire des écoles et des centres de santé partout alors qu'il n'y a pas eu de prévision d'acquisition du personnel et du matériel suffisant.

10. En outre, une bonne gestion et une utilisation judicieuse des fonds alloués à ces secteurs clés, voire même d'autres, sont indispensables. Toutefois, nous constatons des insuffisances sur ce volet. Tenez, avec le processus de remise de la dette pour les pays pauvres très endettés, piloté par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international, des fonds qui devraient être remboursés sont affectés au développement de ces secteurs, mais le manque de

transparence dans l'utilisation des fonds est peu rassurante tant pour les burundais que pour les partenaires au développement.

11. La pauvreté que le Burundi endosse aujourd'hui et attribuée à tort ou à raison à insécurité pérenne, constitue une échappatoire éloquente. Il faut pourtant avouer que nous nous sommes déconsidérés, nous avons manqué de l'amour vis-à-vis de nos concitoyens, que l'humanité, la dignité et la solidarité ont manqué à nos leaders anciens et actuels, que nous avons raté l'imprégnation de nos obligations à l'endroit de notre cher pays, des obligations qui ordonnent de se donner partout où l'on vit pour décrocher l'intérêt général du pays et de son peuple.

12. Le laxisme voulu ou non dans la conduite des affaires publiques pour des intérêts sectaires a produit le pire des cas : la misère généralisée de tout un peuple. Nous nous sommes déshabillés aux yeux de nos partenaires qui s'engagent quotidiennement à nous accompagner dans la relève de notre économie. Certains sont même contraints de revenir sur leurs promesses solennelles d'aide en raison de ce manque de confiance quant à la gestion efficiente des fonds publics et de l'aide.

Nous avons ainsi perdu nos valeurs intrinsèques qui naguère formaient la base de notre dignité et de notre société en laissant évoluer le mensonge à la place de la vérité.

EXCELLENCES,

MESDAMES, MESSIEURS,

13. Pourquoi ne pas alors travailler dans la transparence ? Pourquoi continuer de tromper les populations et la communauté internationale alors que cela ne paie pas ? Pourquoi ne pas accepter de recouvrer notre dignité ?

En effet, la dignité ne peut pas se limiter aux slogans et aux bonnes intentions alors qu'il n'y pas de résultats sur terrain. Les effets doivent être visibles et c'est le peuple qui doit le sentir en premier

lieu. Les gens doivent manger à suffisance, boire de l'eau potable, se soigner, étudier sans difficulté ; les bonnes mœurs naguère base de notre culture doivent être revalorisées, les *Bashingantaha* doivent bénéficier de la place d'antan pour avoir servi avec bravoure dans la gestion des crises communautaires, les populations doivent apprendre à travailler et à profiter des dividendes de leurs efforts. Elles doivent être encouragées à s'approprier de l'identité de leur pays et à s'imprégner d'une culture de justice, etc.

14. Nos leaders devraient éviter de catalyser les conflits quels qu'ils soient. Il ne devrait pas y avoir des comportements égarés lorsqu'il y a tenue d'élections à l'instar de ce qui s'est passé au Kenya et de la situation qui prévaut actuellement au Zimbabwe. Ce sont des situations qui font reculer les sociétés.

15. Ainsi donc, pour asseoir la stabilité sociale, le combat contre la pauvreté doit prendre le devant. La population doit être encadrée en vue d'augmenter la production ; elle ne devrait pas être complice des détourneurs de fonds publics et de responsables de la corruption et la malversation économique ; elle doit dénoncer les mauvaises politiques qui font régresser le pays, connaître et revendiquer ses droits, s'impliquer dans la lutte contre la prolifération des armes légères, le banditisme de toute sorte, le SIDA, les idéologies génocidaires à caractère ethnique et éviter ainsi de laisser aux générations futures une mission difficile à surmonter, comme on le dit à travers un adage rundi «*So akwanka akuraga ivyamunaniye*» dont la traduction approximative serait «*Un père indigne te lègue ses incompétences*»

EXCELLENCES,

MESDAMES, MESSIEURS,

16. Pour terminer, je voudrais interpeller toutes les personnes ici présentes : la pauvreté qui hante mon pays natal et qui a provoqué la déstabilisation de notre société est un phénomène observable

dans tous les pays pauvres, certes avec des degrés et spécificités différents.

Ainsi à côté des problèmes d'ordre organisationnel dus essentiellement aux gestionnaires de nos pays qui bloquent en grande partie le développement, nous nous trouvons face à une communauté internationale qui s'engage froidement dans la libération des aides promises, en posant des conditionnalités souvent difficiles à mettre en œuvre.

Nous pourrions citer les cas de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire et de l'Union Européenne. Pourquoi ces institutions n'annuleraient-elles pas totalement la dette pour tous les pays pauvres très endettés? Pourquoi le faire pour les uns et pas pour les autres ? Pourquoi cette approche discriminative ?

Nous voudrions ainsi terminer en interpellant les leaders des nos pays ainsi que les principaux pourvoyeurs de fonds de la communauté internationale à prendre en compte plus que jamais la question de la pauvreté. En effet, elle est source de désorganisation des sociétés, de la naissance et de la pérennisation des conflits qui affectent à des degrés différents les pays du monde entier. Il suffit pour s'en convaincre d'observer aujourd'hui les flux migratoires vers les pays développés en vue de lendemains meilleurs ou les mouvements de déplacés ou réfugiés occasionnées par des guerres et conflits sous-tendus par la pauvreté et les exclusions de toute sorte.

Ainsi donc, la thématique de lutte contre la pauvreté mérite des réflexions poussées et des solutions tangibles dans le sens de stratégies concrètes à mettre en œuvre en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015 d'après les Nations Unies.

JE VOUS REMERCIE